



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
Cité administrative - Porte J  
34, avenue du Maréchal Maunoury  
BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 17/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MINIER SAS**

Naveil  
BP 40086  
cedex  
41100 Vendôme

Références : 2025 / 46  
Code AIOT : 0010003348

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement MINIER SAS implanté Le Bois Brûlé 41500 Maves. L'inspection a été annoncée le 06/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MINIER SAS
- Le Bois Brûlé 41500 Maves
- Code AIOT : 0010003348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière MINIER SAS sise sur le territoire de la commune de Maves au lieu-dit "Bois Brûlé" est une carrière de matériaux calcaires autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2006.242.3 du 3 août 2006. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans et une production maximale annuelle de 60 000 tonnes (40 000 tonnes / an en moyenne).

#### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article II.1.A	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.4.D	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Piézomètres de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.5.A.d	Demande d'action corrective	3 mois
9	Extraction à sec	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.4.D.a	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Situation acoustique	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.5.D.e	Sans objet
5	Aménagements préliminaires - Bornes	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.1.B	Sans objet
6	Aménagements préliminaires - Panneau d'identité	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.1.A	Sans objet
7	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.5.A.d	Sans objet
8	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.1.D	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article II.1.A				
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surfaces prise en compte pour le calcul des GF et Montant des GF				
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.</p> <p>L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales.</p> <p>A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).</p>				
Phases (5 ans)	S1 (C1 = 10,5 k€/ha)	S2 (C2 = 24,5 k€/ha)	S3 (L) (C3 = 12 k€/ha)	TOTAL (= 1.352)
1	<b>1 0 6 4 8 €</b> (1,0141ha)	<b>7381€</b> (0,3013ha)	<b>6171€</b> (0,5142ha)	<b>32718 €</b>
2	<b>9 9 2 8 €</b> (0,9455ha)	<b>7381€</b> (0,3013ha)	<b>3600€</b> (0,3ha)	<b>28268 €</b>
3	<b>8 8 4 9 €</b> (0,8427ha)	<b>7381€</b> (0,3013ha)	<b>4632€</b> (0,386ha)	<b>28205 €</b>
4	<b>9 2 9 8 €</b> (0,8855ha)	<b>7381€</b> (0,3013ha)	<b>4116€</b> (0,343ha)	<b>28114 €</b>

[...]

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au mois de novembre 2005, soit 537.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

**Constats :**

Constats des visites d'inspection du 21/03/2013 et 29/07/2020 :

Lors de ces visites il a été constaté un dépassement des surfaces S1 et S2 utilisées pour la calcul du montant des garanties financières avec cependant un montant cautionné suffisant pour remettre en état le site en cas de défaillance de l'exploitant. Les constats ont fait, lors de ces 2 visites, l'objet d'une non-conformité de niveau 2.

<p>Dans sa réponse à l'inspection de 2020 l'exploitant a indiqué : " <i>Au cours de l'avancement des travaux, nous réduisons au maximum les surfaces d'exploitation, néanmoins comme vous le signalez nos garanties en place correspondant à la surface réelle exploitée et donc en cas de besoins couvrent largement les surfaces en dérangement</i>".</p> <p><u>Constats de la visite du 11/12/2024 :</u></p> <p>Pour les garanties financières la période à considérer est la 4ème période quinquennale (08/2021 - 08/2026). Les surfaces S1, S2 et S3 prescrites pour la période sont respectivement de 0.8855 ha, 0,3013 ha et 0.343 ha.</p> <p>Sur le dernier plan d'exploitation correspondant à un levé du 30/11/2021 (pas d'exploitation en 2022 et en 2023 selon l'exploitant) les surfaces S1, S2 et S3 sont respectivement de 1ha 55, 1 ha 24 et 0 ha 46.</p> <p>Les surfaces prescrites pour la période considérée sont donc toujours dépassées.</p> <p>Concernant le montant des garanties constituées l'exploitant dispose d'un acte de cautionnement du 07/06/2024 d'un montant de 107 100 € valable pour la période du 01/03/2024 au 30/09/2026. Sur la base de ce plan (le plan d'exploitation 2024 est à transmettre pour le 1er février 2025) et du TP01 de 12/23 (JO du 17/02/2024) égal à 129,6 l'inspection des installations classée à calculé le montant nécessaire des garanties financières, ce montant est de 121 629 €. Le montant cautionné est donc insuffisant.</p> <p><b>Pour la période quinquennale considérée (08/2021 - 08/2026) les surfaces S1, S2 et S3 utilisées pour la détermination du montant des garanties financières sont dépassées et le montant cautionné est insuffisant.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Conduite de l'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.4.D
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan de phasage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>(Voir plan annexé à l'AP du 30/08/2006).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats de l'inspection du 29/07/2020 :</u></p> <p>Lors de cette inspection il a été constaté un non respect du phasage d'exploitation : phase 1 et 2 exploitées en intégralité et phases 3,4,5, 6, 8 9 et 10 en partie. Cet écart avait conduit à relever une non-conformité de niveau 1.</p> <p>Dans sa réponse du 28/01/2021 l'exploitant a répondu : " La carrière du Bois Brûlé est une carrière permettant l'approvisionnement en blocs de pierre de taille de l'entreprise Baglan pour la restauration de monuments historiques. Ce site est donc exploité chaque année mais sur de très faibles quantités (400 à 800 m3/an). De ce fait l'exploitation est moins importante que celle prévue au dossier de 2006".</p>

Constats de l'inspection du 11/12/2024 :

Les phases 1 et 2 sont quasiment complètement exploitées et les phases 6, 8 et 10 sont partiellement exploitées.

**Un retard important a été pris dans le phasage d'exploitation qui n'est toujours pas respecté.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Piézomètres de surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.5.A.d

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

[...] La qualité et le niveau des eaux souterraines feront l'objet d'une surveillance. A cette fin, 9 piézomètres seront mis en place selon la localisation jointe (plan n° 4). Il sera procédé au relevé mensuel du niveau de l'eau dans chaque piézomètre. Un compte rendu annuel sera adressé au service assurant l'inspection des installations classées [...]

**Constats :**

Constats de l'inspection du 20/07/2020 :

Lors de l'inspection, à l'appui de l'examen des résultats de la surveillance des eaux souterraines il avait été constaté qu'aucune mesure n'était réalisée sur le piézomètre n°2 (PZ2) depuis 2008 par manque d'eau dans ce dernier.

Ce constat avait conduit à relever une non-conformité de niveau 2.

Dans sa réponse du 28 janvier 2021 l'exploitant avait répondu : " Effectivement le piézomètre n°2 ne permet aucune mesure du niveau et de la qualité de la nappe souterraine car il n'y a pas assez d'eau dans l'ouvrage.

Cependant compte-tenu de la présence de 8 autres ouvrages et de la proximité des piézomètres 1 et 3, l'absence d'eau dans l'ouvrage n°2 n'est que peu préjudiciable au suivi de la nappe souterraine.

Constats du 11/12/2024 :

9 piézomètres sont présents.

L'exploitant a présenté le relevé mensuel, qu'il réalise, des niveaux piézométriques. De l'examen de ce relevé il ressort que le PZ2 est toujours à sec.

Concernant le contrôle de la qualité des eaux souterraines l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle. Ce rapport a été établi par la société IRH (n°CENP240220 -24-117-R0) et porte sur des prélèvements réalisés le 18/04/2024 - les paramètres de contrôle ont été analysés par le laboratoire Eurofins.

Le rapport précise que le PZ2 à sec n'a pas été prélevé.

Dans le rapport d'activité de 2023 de l'exploitant (le rapport 2024 est attendu début 2025) il est indiqué pour les eaux souterraines : " Campagne réalisée le 17/04/2023. Pas d'évolution notable sur les 9 piézomètres. PZ2 toujours à sec".

Le niveau piézomètre de la nappe au droit du site varie d'après les relevés 2024 réalisés par IRH

de 103,06 m NGF (PZ8) à 103,58 m NGF(PZ7). Il n'y a donc aucune raison particulière pour que le PZ2 soit à sec, sauf un problème de réalisation.

**Le PZ2 n'est pas fonctionnel et doit être remis en état.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Situation acoustique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.5.D.e

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle de la situation acoustique

**Prescription contrôlée :**

[...]

Un contrôle des niveaux sonores sera ensuite réalisé tous les 3 ans et notamment lorsque les fronts de taille de la carrière se rapprochent de zones habitées.

Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

**Constats :**

Les 2 dernières mesures sont de 2020 et de 2024 (23/09/2024). Concernant les mesures de 2024 qui ont été examinées les résultats sont les suivants :

L'émergence mesurée au niveau de l'habitation la plus proche (habitation du Bois Brûlé) est de 0,6 dB(A).

En limite de site (côté habitation du Bois Brûlé) les niveaux mesurés sont les suivants : LAeq = L50 = 40 dB(A).

L'exploitant a précisé que la fréquence de mesure de 3 ans n'avait pas été rigoureusement respectée du fait qu'il n'y avait eu aucune exploitation du site en 2022 et 2023.

L'inspection accepte cette réponse.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Aménagements préliminaires - Bornes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.1.B

**Thème(s) :** Autre, Bornage

**Prescription contrôlée :**

<p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,</li> <li>- des bornes de nivellement.</li> </ul> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas de borne de nivellement sur le site. Les quelques bornes cherchées ont été trouvées. Par exemple la borne située à proximité du PZ8 a été repérée. <b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Aménagements préliminaires - Panneau d'identité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.1.A</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Information des tiers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il existe au niveau du seul accès au site un panneau identifiant la carrière. Ce panneau comprend l'ensemble des informations réglementaires prévues. <b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.5.A.d</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de la qualité des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Des prélèvements seront réalisés tous les ans, le niveau de l'eau sera relevé à ces occasions. Les analyses porteront sur le pH, la température, les matières en suspension totales (MEST), la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), les hydrocarbures totaux. Les modalités pratiques de cette surveillance seront définies dans une consigne. Toute anomalie devra être signalée à l'inspection des Installations Classées dans les meilleurs délais, avec les causes, les mesures prises pour y remédier ou les investigations engagées. Les résultats des analyses seront tenus à la disposition des agents chargés des contrôles et seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant le contrôle de la qualité des eaux souterraines l'exploitant a présenté, sur demande de l'inspecteur, le dernier rapport de contrôle. Ce rapport a été établi par la société IRH (n°CENP240220 -24-117-R0) et porte sur des prélèvements réalisés le 18/04/2024 - Tous les paramètres de contrôle prescrits ont été analysés par le laboratoire Eurofins. Le paramètre conductivité, non prescrit, est également analysé.</p> <p>Lors de chaque prélèvement le niveau piézométrique a été relevé.</p> <p>Le rapport précise que le PZ2 à sec n'a pas été prélevé.</p> <p>Dans le rapport d'activité de 2023 de l'exploitant (le rapport 2024 est attendu début 2025) il est indiqué pour les eaux souterraines : " Campagne réalisée le 17/04/2023. Pas d'évolution notable sur les 9 piézomètres. PZ2 toujours à sec.</p> <p>La présence de la consigne définissant les modalités pratiques de cette surveillance n'a pas été vérifiée.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Suivi écologique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.1.D</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi faunistique et floristique de la zone à vocation écologique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le début de l'exploitation, une convention liant l'exploitant à un organisme compétent devant assurer le suivi faunistique et floristique de la zone à vocation écologique devra être signée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une convention permettant d'assurer le suivi faunistique de la zone à vocation écologique de la carrière. ce suivi vise essentiellement à la préservation des batraciens. La convention est datée du 19 mai 2006. Elle est passée entre l'exploitant (SA MINIER - Carrières) et les 2 associations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le conservatoire des sites de Loir-et-Cher (CSLC) ;</li> <li>• L'association Perche Nature.</li> </ul> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Extraction à sec**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.4.D.a</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, niveau du carreau de la carrière.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Le carreau de la carrière aura pour cote minimale 106,6 m NGF. L'extraction devra en permanence être située au minimum 2m au-dessus de la surface piézométrique de la nappe. Les données piézométriques seront issues du suivi des ouvrages mis en place en application de l'article III 5 A d.. Dans les cas où le niveau de la nappe se situerait à moins de 2m en-dessous du carreau, les travaux devront être suspendus et les engins retirés du fond de fouille.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le dernier plan d'exploitation (levé du 30/11/2021) les secteurs en extraction correspondent très majoritairement aux phase 1 et 2.</p> <p>Aucune cote du carreau de la carrière ne figure sur la plan d'exploitation précité pour ces 2 phases. Dans cette situation le respect de la cote minimale du carreau fixée à 106,6 m NGF n'est pas vérifiable, pas plus que la distance minimum de 2 m à garantir entre le niveau de l'extraction et le niveau piézométrique de la nappe.</p> <p>Une faible exploitation de la carrière ayant été réalisée en 2024, le plan d'exploitation 2024, à produire en début d'année 2025, devra faire figurer la cote du carreau de la carrière dans les secteurs extraits et en exploitation,.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>